



## Arrêté municipal d'octroi d'une autorisation de voirie et de stationnement

ARRÊTE N° 2024/06

Le Maire de la Commune de Maincy,

VU le Code Général des Collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2212-1 et L. 2212-2 ;  
VU la loi 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des collectivités locales ;  
VU le Code de la Voirie routière, notamment ses articles L. 113-2, L. 141-2, R. 116-2 et R. 141-14 ;  
VU le Nouveau Code pénal, notamment ses articles 131-13 et R. 610-5 ;

VU la demande de la société SOGEA IDF, sise 11 rue du Buisson aux Fraises à MASSY (91349) en date du 30 janvier 2024, concernant des travaux de remplacement des garde-corps sur le pont situé RD82E2, route de Voisenon à 77950 MAINCY, du 19 février 2024 au 1<sup>er</sup> mars 2024 ;

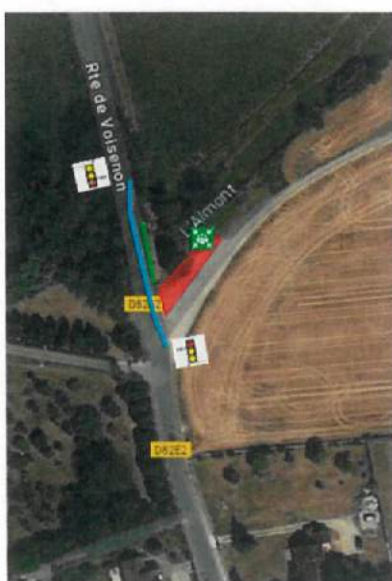
CONSIDÉRANT que le bon déroulement de l'intervention et afin d'assurer la sécurité des usagers, il y a lieu de fixer les conditions suivantes ;





### ARRÊTE :

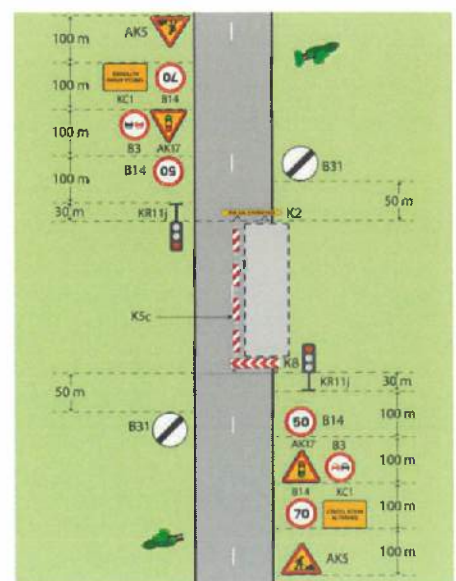
**Art. 1<sup>er</sup>** - La société SOGEA IDF est autorisée à effectuer des travaux de remplacement des garde-corps accidentés situés route de Voisenon (Ouvrage d'Art), RD82E2, à MAINCY, du 19 février 2024 au 1<sup>er</sup> mars 2024.

**Art. 2** - Pour éviter les accidents, une signalisation réglementaire du chantier sera conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière. Elle sera mise en place et entretenue de jour comme de nuit par le pétitionnaire ou l'entreprise réalisant les travaux et sous leur responsabilité jusqu'à la remise en état des lieux ;

## Vue d'ensemble et schéma de signalisation-balisage



-  Zone de travaux
-  Balisage
-  Installation chantier (y compris zone de stationnement véhicules de chantier)
-  Points de rassemblement



**Art. 3** - La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité ;

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non-renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou au terme de l'autorisation. Passé de délai, en cas d'inexécution, un procès-verbal sera dressé à son encontre, et la mise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

**Art. 4** - Le présent arrêté ne dispense pas de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le Code de l'Urbanisme notamment dans ses articles L421-1 et suivants ;

**Art. 5** - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de MELUN.

**Art. 6** - Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur dans la Commune de MAINCY. Tous les agents de la force publique sont chargés de veiller à l'exécution du présent arrêté, dont un exemplaire sera adressé à :

- Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Melun
- Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police de Melun
- SDIS de Vaux-le-Pénil
- le SMITOM
- ARD
- Société SOGEA IDF

Maincy, le 30 janvier 2024



Le Maire,  
Alain PLAISANCE